



Le 1<sup>er</sup> avril 2025

RE : Lettre concernant la plate-forme des partis sur la violence à l'égard des femmes et la violence fondée sur le sexe pendant les élections fédérales de 2025

Aux chefs et aux cheffes de tous les partis fédéraux :

Je m'adresse à vous au nom d'[Hébergement femmes Canada \(HFC\)](#), une organisation à but non lucratif qui travaille avec les maisons d'hébergement de tout le pays. Les maisons d'hébergement accueillent les femmes qui fuient la violence et leurs enfants. Nous soutenons les maisons d'hébergement.

Les maisons d'hébergement travaillent sans relâche pour veiller à ce que les femmes et les enfants ne deviennent pas des statistiques sur les listes de féminicides, mais leur travail a été [considérablement affecté par la pandémie](#), la [crise du logement](#) et l'instabilité et l'incertitude économiques. Comme vous le savez, la VFF atteint des proportions épidémiques au Canada et dans le monde entier et n'a fait qu'augmenter depuis le début de la pandémie de COVID-19. La Commission sur les pertes massives a clairement mis en évidence cet événement horrible qui n'est que l'un des trop nombreux exemples de l'incapacité systémique à protéger les femmes contre la violence fondée sur le genre (VFG). L'Observatoire canadien du féminicide a indiqué qu'en 2024, 187 femmes et filles ont été tuées, en grande majorité par des hommes, y compris des partenaires intimes actuels ou anciens. Les femmes autochtones continuent d'être sept fois plus susceptibles d'être tuées que les femmes non autochtones. Chaque jour, plus de 4 000 femmes et personnes d'une diversité de genres et 3 000 enfants trouvent refuge dans l'une des maisons d'hébergement du Canada. Alors que les taux et la gravité de la VFG sont actuellement élevés, nous craignons profondément que les droits de douane imposés par les États-Unis et la guerre commerciale ne contribuent à accroître les niveaux de violence. Comme nous l'avons vu avec la pandémie et d'autres catastrophes dans le monde, en cas d'instabilité, les taux de violence grimpent en flèche, les femmes, les enfants et les groupes de population d'une diversité de genres étant les plus exposés.

HFC a grandement apprécié le soutien des gouvernements fédéraux précédents, en particulier le ministère Femmes et Égalité des genres (anciennement Condition féminine Canada), pour le financement du lancement de notre organisation en 2013, la fourniture de fonds d'urgence COVID-19 pour les maisons d'hébergement de tout le pays, et les fonds de renforcement des capacités pour les organisations de justice de genre. La création du régime enregistré d'épargne-invalidité en 2008 a constitué un soutien important pour les personnes en situation de handicap, une population particulièrement exposée à la violence. L'initiative en faveur des refuges et maisons de transition pour femmes et enfants a été une source inestimable de



financement pour les réparations, les rénovations et les nouvelles constructions de maisons d'hébergement. Nous saluons également les mesures prises pour mettre en œuvre le Plan d'action national pour mettre fin à la VFG (PAN) et commencer à verser des fonds à l'ensemble des provinces et des territoires.

Pour garantir la poursuite de ce travail essentiel, le Canada a besoin d'une ministre des Femmes et de l'Égalité des genres dévouée. Une économie forte exige que nous investissions dans des politiques féministes, telles que les soins de santé, l'assurance médicaments, la garde d'enfants, le PAN et bien d'autres encore. L'égalité des genres n'est pas une vue de l'esprit; c'est l'épine dorsale d'une économie forte et d'une société résiliente. L'égalité entre les genres exige un leadership fort, une redevabilité et une attention soutenue. Rien de tout cela ne peut être réalisé de manière adéquate lorsque l'égalité est traitée comme une réflexion après coup au sein d'un ministère plus vaste et sans rapport avec le sujet.

Le PAN doit comporter de [solides mécanismes de responsabilisation et de transparence](#), notamment une consultation permanente et de haut niveau auprès des organisations de lutte contre la violence et de promotion de la justice en matière de genre. Nous appelons à la mise en œuvre de la [recommandation 17 de la Commission sur les pertes massives de la Nouvelle-Ecosse: Cadre national de reddition de compte](#).

La Commission recommande que: (a) Le gouvernement fédéral institue par voie législative un poste de commissaire indépendant et impartial à la violence fondée sur le sexe, qui soit doté d'un financement adéquat et stable, ainsi que de pouvoirs effectifs, et qui rende compte au Parlement dans le cadre d'un rapport annuel. (b) Le gouvernement fédéral définisse le mandat de commissaire à la violence fondée sur le sexe en concertation avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les femmes survivantes – notamment celles issues de communautés marginalisées et précarisées – et le secteur de la défense et du soutien contre la violence fondée sur le sexe.

Il est impératif que ce travail important se poursuive, quel que soit le parti politique qui remporte cette élection. L'élimination de la violence faite aux femmes est une question non partisane. C'est pourquoi nous nous adressons aux partis fédéraux pour leur demander de répondre aux questions ci-dessous. Les réponses reçues seront publiées sur notre site web et partagées avec les maisons d'hébergement de tout le pays.

Si élue :

1. Votre parti maintiendra-t-il au sein de son cabinet une ministre des Femmes et de l'Égalité des genres?



2. Votre parti mettra-t-il en place un cadre de transparence et de responsabilisation complet et mesurable par le biais d'un organisme de surveillance indépendant afin de suivre les progrès du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe?
3. Votre parti s'engagera-t-il à augmenter le financement à long terme des organisations de défense des droits des femmes et de justice entre les genres, y compris les défenseures de la base, afin qu'elles puissent mener à bien leur travail essentiel?
4. Votre parti s'engagera-t-il à inscrire le féminicide dans le Code criminel canadien?
5. Comment votre parti veillera-t-il à ce que davantage de logements sécuritaires, accessibles et abordables soient disponibles pour les femmes qui fuient la violence?

Nous vous remercions par avance et attendons avec impatience votre réponse.

Anuradha Dugal  
Directrice générale